

Title	慶應義塾経済学会会則
Sub Title	
Author	
Publisher	慶應義塾経済学会
Publication year	1974
Jtitle	三田学会雑誌 (Keio journal of economics). Vol.67, No.5 (1974. 5) ,p.346(106)-
JaLC DOI	
Abstract	
Notes	
Genre	
URL	https://koara.lib.keio.ac.jp/xoonips/modules/xoonips/detail.php?koara_id=AN00234610-19740501-0106

慶應義塾大学学術情報リポジトリ(KOARA)に掲載されているコンテンツの著作権は、それぞれの著作者、学会または出版社/発行者に帰属し、その権利は著作権法によって保護されています。引用にあたっては、著作権法を遵守してご利用ください。

The copyrights of content available on the KeiO Associated Repository of Academic resources (KOARA) belong to the respective authors, academic societies, or publishers/issuers, and these rights are protected by the Japanese Copyright Act. When quoting the content, please follow the Japanese copyright act.

慶應義塾経済学会会則

- 第1条 本会は慶應義塾経済学会 (The Keio Economic Society) と称する。
- 第2条 本会は経済学の研究およびその奨励、ならびに会員相互の親睦を図ることを目的とする。
- 第3条 本会は前条の目的を達成するため次の事業を行なう。
 - 1 研究会の開催
 - 2 機関誌「三田学会雑誌」およびその他研究成果の刊行
 - 3 講演会、資料展覧会の開催
 - 4 他の学会および諸団体との連絡
 - 5 その他本会の目的を達成するため適当と認める事業
- 第4条 本会は慶應義塾大学経済学部所属専任者のうち経済学を専攻する者をもって組織する。ただし特別会員をおくことが出来る。
- 第5条 本会に次の役員を置く。
 - 1 会長 1名 2 委員長 1名
 - 3 副委員長 2名 4 委員 若干名
 - 5 監事 2名
- 第6条 会長は慶應義塾大学経済学部長とする。委員長、副委員長、委員及び監事は、総会において決定する。
- 第7条 会長は本会を代表する。委員は委員会を組織し会務を執行する。委員長は委員会を代表し会務を統轄する。副委員長は委員長を補佐する。監事は会計を監査する。
- 第8条 委員長、副委員長、委員および監事の任期は2年とする。ただし、再選を妨げない。
- 第9条 会長は年一回総会を招集する。ただし必要に応じ臨時総会を招集することもできる。
- 第10条 会員は機関誌「三田学会雑誌」およびその他本会刊行物の配布を受けることができる。
- 第11条 本会の経費は賛助金、補助金およびその他の収入をもってこれに充てる。
- 第12条 本会の会計年度は毎年4月1日より翌年3月31日迄とする。
- 第13条 本会会則の変更は総会の決議による。
- 第14条 本会の事務所は慶應義塾経済学部研究室内に置く。

- 経済学会委員 (昭和49.4改選)
- 会長 福岡正夫
 - 委員長 千種義人
 - 副委員長 村井俊雄 尾崎 巖
 - 委員 尾城太郎丸 飯田裕康 田中 明
 - 深海博明 川又邦雄 長名寛明
 - 山田太門 大貫朝義 高梨和紘
 - 監事 遊部久蔵 矢内原 勝

経済学会報告 (昭和48年度)

- 昭和48年
- 5月24日 西ドイツに於ける金融史研究の動向 飯田 裕 康
 - 6月14日 『共産党宣言』成立前史の一断片 蔦 木 能 雄
 - 10月18日 鉄山稼行地帯に於ける『農村市場』成立期の諸問題——安芸国 大 貫 朝 義
 - 11月1日 欧米経済史研究の動向について 中 村 勝 己
 - 11月29日 ケンブリッジ学派の理論体系 富 田 重 夫
 - 12月3日 L. D. C. 工業化の一方 高 梨 和 紘

Les droits seigneuriaux en France avant la Révolution

par Kunihiko Watanabé

Les seigneurs possédaient un grand nombre de prérogatives. Beaucoup de droits seigneuriaux avaient été usurpés ou imposés par la violence et constituaient des vexation criantes. On retiendra seulement ici les principaux ou les plus connus.

Les banalités—Les banalités étaient des services économiques dont la seigneur s'était réservé le monopole. Les principales étaient celles de moulin, de four et de pressoir. L'usage de ce constructions ou machines donnait lieu chaque fois au paiement d'une rétribution. Il était, au surplus, interdit aux sujets du seigneur de construire des moulins, fours ou pressoirs dans le district soumis à la banalité.

Le droit de chasse—Après différentes vicissitudes de la législation, le seigneur haut justice avait le droit de chasse dans toute l'étendue du territoire de sa justice. Un certain nombre de règles, favorables aux seigneurs, aggravaient encore leur privilège. La chasse des seigneurs étaient limités au profit du roi. Cependant, le droit de chasse pesaient lourdement sur les habitants des campagnes.

Le droit de pêche—Dans les rivières non navigables ni flottables, le droits de pêche appartenait aux seigneurs. La pêche était interdits, en principe, aux roturiers. La pêche était la source de certaines prérogatives seigneuriales. La pêche étant un droit honorifique attribué aux seigneurs, mais tout à la fois, pouvait être affermée par les seigneurs.

Le droit de colombier—Le droit de colombier était un droit seigneurial. Cependant, les propriétaires roturiers étaient autorisés à avoir un colombier à la condition d'avoir 50 arpents de terr labourable, situés aux environs de leur maison. Le nombre des colombiers est considérable. Les cahiers déplorent les dommages causés aux récoltes par pigeons et estiment qu'il faut supprimer tous les colombiers.

Le régime des mines—Le sous-sol était lié à la propriété de la surface. Cependant la fortune mobilière se prononçait pour la limitation du droit de propriété. La bourgeoisie dépourvue de terre, voyait dans les mines un emploi de premier ordre pour ses capitaux. Pour tirer le meilleur parti possibles des richesses minérales, une liberté illimitée laissée aux propriétaires de la surface avaient échoué.